

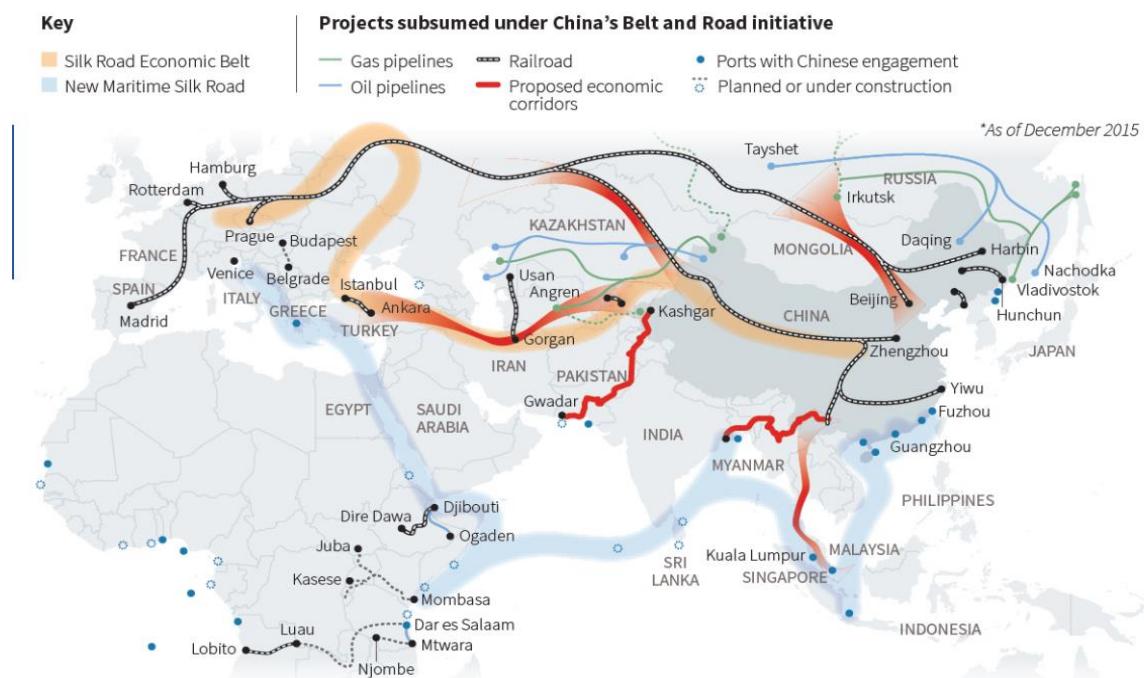
LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

LETTRE PÉRIODIQUE

(Numéro 0 - Octobre 2017)

Reviving the Silk Road

Announced by Chinese President Xi Jinping in 2013, the Silk Road initiative, also known as China's Belt and Road initiative, aims to invest in infrastructure projects including railways and power grids in central, west and southern Asia, as well as Africa and Europe.



Source: Mercator Institute for China Studies.

C. Inton, 24/03/2017

REUTERS

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
 2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
 Courriel : contact@afcde.org

**AVOCATS
BARREAU
• PARIS**



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

Préambule

La présente note expose les premiers résultats de la démarche initiée pour l'Association Franco-Chinoise Pour le Droit Economique (AFCDE) de collecte des informations de caractère juridique destinée à un large public de praticiens du monde des affaires (notamment chez les exportateurs et leurs conseils), concernant les règles applicables aux marchés ouverts par l'initiative chinoise des « Nouvelles Routes de La Soie » et notamment, les activités de la nouvelle Banque de Développement.

La Banque Asiatique d'Investissement Pour Les Infrastructures (AIIB selon l'acronyme anglais)

La note résume à titre préliminaire, la liste des champs d'application des financements de projets, et les diverses problématiques juridiques découlant de l'exécution des marchés d'exécution.

L'AFCDE est une association sans but lucratif, reconnue d'intérêt général. Fondée en 1986, elle rassemble des professionnels du droit des Affaires et plus largement du droit économique, qui porte un intérêt particulier à la Chine, et aux aspects juridiques des relations économiques franco-chinoises susceptibles de se nouer tant en Chine ou en France, que dans les pays tiers.

Compte tenu de l'importance à venir des marchés ouverts par les activités de la nouvelle Banque AIIB, et de l'intérêt d'en connaître les rouages et les règles, l'AFCDE, sollicite le soutien d'un petit nombre de grandes entreprises et entités économiques, qui verraienr un avantage à être partenaires de la démarche initiée.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

Sommaire

- A) *La Banque Asiatique d'Investissements pour Les Infrastructures (AIIB) : une nouvelle source d'aide au développement et de financements de projets ouverte aux entreprises de toutes origines..... p4*
- B) *Les informations à collecter, analyser et diffuser concernant les règles de marché appliquées par ce nouvel acteur..... p10*
- C) *L'AFCDE souhaite convaincre quelques acteurs de devenir partenaires et qu'elle est à même d'atteindre, avec leur aide, cet objectif de diffusion d'informations, en fédérant les soutiens et concours apportés..... p12*
- D) *Documents annexes*
 - D.1) *Poids relatif de la Chine dans la Banque Mondiale..... p13*
 - D.2) *Liste des Banques, Fonds et autres mécanismes de financement nationaux, régionaux ou multilatéraux susceptibles d'opérer dans les pays concernés par l'Initiative des Routes de La Soie..... p14*
(reproduction d'un article de presse anglophone en date du 21 septembre 2017)
 - D.3) *ANNEXE aux Statuts de l'AIIB sur la répartition du capital entre les pays membres* p23
 - D.4) *Organigramme simplifié de l'AIIB..... p27*
 - D.5) *Exemples de projets en cours d'instruction par l'AIIB à soumettre à l'approbation de son conseil en fin 2017 (extraits)* p28

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

A) *La Banque Asiatique d'Investissements pour Les Infrastructures (AIIB) : une nouvelle source d'aide au développement et de financements de projets ouverte aux entreprises de toutes origines*

A.1) *Dans le cadre de sa politique d'expansion commerciale internationale et de ses investissements à l'étranger (« Go Out- Go Global Policy »), la Chine a mis en place et utilise une panoplie impressionnante d'instruments de financements export aux vocations géographiques diverses : universelle, régionale et parfois spécifique à un secteur économique dans un pays ou un petit groupe de pays*

- *The Silk Road Gold Fund (Managed by the Shanghai Gold Exchange) (US\$15 billion)*
- *The China, Central & Eastern Europe Investment Co-Operation Fund (US\$11 billion)*
- *The China-Russia RMB Co-Operation Fund (US\$10 billion)*
- *The Russia-China Development Fund (US\$6 billion)*
- *The Russia-China Development Fund (US\$6 billion)*
- *The China-India Development Fund (US\$5 billion)*
- *The China-Africa Development Fund (US\$2 billion)*
- *China Investment Corporation (US\$814 billion under management)*
- *China National Social Security Pension Fund (US\$290 billion under management)*
- *The Silk Road Fund (US\$40 billion)*
- *China Development Bank (US\$64 billion)*
- *Import-Export Bank of China*
- *China Export & Credit Insurance Corporation (Sinosure)*

(Quelques indications complémentaires sur l'objet, l'activité, le lieu de leur siège et leur site web sont données dans l'annexe D.2 (pages 14 à 23).

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

Les caractéristiques communes à ces financements de crédits exports ou fonds, tiennent au caractère unilatéral (en réalité seule la Chine est décisionnaire), et conditionnel de leur octroi et de leur utilisation, lesquels réservent ou privilégient les fournitures et prestations d'origine chinoise avec selon les cas, le financement d'une part locale plus ou moins étendue.

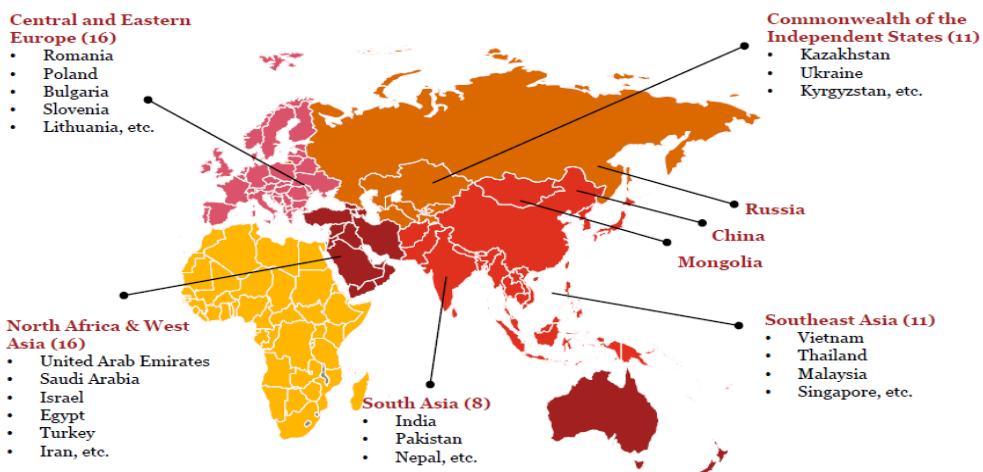
A.2) Cependant, bien que 2^{ème} puissance économique mondiale, et 1^{er} acteur dans la zone Asie depuis 2010 , la Chine conserve une place et un rôle modeste au sein des deux plus grandes Banques de Développement multilatérales, La Banque Mondiale et La Banque Asiatique de Développement.

Cette situation est illustrée par le tableau issu des publications de la Banque Mondiale, joint en Annexe D1 (page 13).

La Chine ne parvient pas à influencer suffisamment la politique de ces institutions pour les rendre plus cohérentes avec sa propre stratégie de développement et son volet international.

A.3) Depuis 2013, le Président chinois Xi Jin Ping formule un concept nouveau de stratégie de développement économique nationale et internationale, principalement orienté vers la réalisation d'infrastructures connectées à terme avec la Chine. Ce concept désormais connu sous le nom anglais de « Belt and Road Initiative » (BRI) et en français « Initiative Des Nouvelles Routes De La Soie ».

Lists of 65 Countries along One Belt One Road



www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

B AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

Les besoins de financement qui résultent de cette stratégie sont immenses :

1 200 milliards d'USD Selon l'étude récente publiée par l'*Institut Timetric's Infrastructure Intelligence Center (IIC)* rapportée le 11 septembre 2017 par le site <http://www.globalconstructionreview.com/trends/china-involved-30-global-infrastructure-study/>

"Asia, due to its proximity to China and with a number of fast growing nations, receives the bulk of investment and involvement from Chinese companies. According to the IIC, Asia is home to 430 projects valued at \$1.2 trillion, in which China is at least partially involved. Many of these projects are related to the OBOR initiative, with Pakistan in particular, the site of 43 OBOR construction projects, as currently tracked by the IIC"

A.4) *La mise en œuvre d'une telle stratégie est à l'origine de deux initiatives politiques et financières significatives quoique de portée inégale :*

a) *La Création par les pays du groupe des BRICS de "The New Development Bank" (US\$100 milliards de capital nominal) basé à Shanghai, dont les financements jusqu'à présent relativement modestes, sont réservés aux 5 pays adhérents.*

b) *Celle de fonder, une nouvelle Banque Internationale de Développement dédiée au financement des infrastructures, principalement en Asie du Sud Est, Asie du Sud, Asie Centrale, Moyen-Orient, ainsi qu'en Russie et dans les anciennes Républiques Soviétiques :*

La Banque Asiatique d'Investissements pour les Infrastructures (en anglais AIIB).

A.5) *Quoique basé à Pékin, L'AIIB n'est pas une entité chinoise régie par le droit chinois, mais une institution internationale issue d'un Traité International signé le 25 décembre 2015 par les pays fondateurs et entré en vigueur le 17 mars 2016. Les trois langues officielles de la Banque sont le chinois, l'anglais et le français, l'anglais étant en outre, langue de travail.*

L'AIIB est-elle-même est officiellement créée au 1^{er} janvier 2016 et est en situation opérationnelle officielle depuis le 17 mars 2016 suite à la ratification.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

Page 6 sur 32



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

(La France, L'Allemagne et L'Italie ont déclaré leur intention d'adhérer de manière concertée au printemps 2015). La totalité des pays européens y ont désormais adhéré.

La Transmission à Pékin, des instruments de ratification du traité par la France, consécutifs aux votes favorables en termes identiques par L'Assemblée Nationale et le Sénat, a été effective le 17.juin 2016.

Seuls les Etats Unis et le Japon ont jusqu'à présent refusé d'adhérer (Le Japon a cependant fait connaître en juillet 2017 qu'il pourrait reconsidérer sa position).

La Chine y détient actuellement un peu plus de 26% des droits de vote alors que son part de capital est de 29,6% (sur un montant total de 100 milliards d'USD. Cf. annexe D.3 (page 24).

De ce fait La Chine détient à ce jour (et c'est le seul pays dans ce cas), une minorité de blocage si certains votes du Conseil des Gouverneurs ou du Conseil d'Administration requièrent une majorité qualifiée de 75%, pour les décisions d'une importance extraordinaire comme prévu par les statuts.

Cependant, en cas d'adhésion du Japon, a fortiori des Etats Unis, la redistribution des parts de capital et des droits de vote, ferait perdre ce pouvoir de blocage à la Chine.

A.6) *L'AIIB dont le capital social est en USD (100 milliards) décide librement de la monnaie de ses opérations financières sans interférence ni tutelle des autorités financières chinoises.*

Autre particularité essentielle, L'AIIB ne conditionne pas l'octroi et l'utilisation des crédits aux prestations et fournitures d'origine chinoise. A l'instar des projets financés par d'autres institutions et organismes d'aide au développement, les projets financés par L'AIIB, doivent faire l'objet d'appels d'offres internationaux réservés à des entreprises préqualifiées dont des entreprises locales, mais aussi des entreprises étrangères au pays bénéficiaire.

Les critères d'appréciation des offres et d'attribution des marchés sont définis selon une grille permettant de qualifier le mieux disant et non seulement le moins disant.

A.7) *Afin d'accroître l'effet de levier et la masse des financements mobilisables, La Chine et les autres pays fondateurs de L'AIIB ont souhaité développer des projets communs, des cofinancements ou des concertations avec les autres grandes Institutions multilatérales d'Aide au Développement telles que la Banque Mondiale, La Banque Asiatique de*

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris



Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

Développement, La Banque Européenne de Développement, mais aussi les organismes nationaux (AFD, JICA, KFW, UK AID etc.).

Des premiers protocoles de coopération et/ou de cofinancement ont été signés et mis en œuvre.

A.8) Au printemps et en juillet 2017, les trois grandes agences Moody's, Standard and Poor's et Fitch ont successivement accordé à l'AIIB, la meilleure des notations AAA lui ouvrant ainsi les conditions d'accès et d'emprunt aux marchés monétaires et financiers, les plus favorables.

A.9) Les statuts de l'AIIB l'autorisent à réaliser 3 types d'opérations financières :

- *des prêts souverains accordés aux Etats, réservés au financement des projets approuvés par la Banque,*
- *des financements dit « ordinaires » lesquels peuvent être consentis à d'autres entités que des Etats, publiques ou privées,*
- *des investissements minoritaires en capital dans des entreprises.*

Toutes ces opérations doivent se conformer aux règles et critères statutaires et faire l'objet d'instructions et de votes préalables des instances dirigeantes de la Banque.

A.10) L'AIIB tenait son Assemblée annuelle (Corée du Sud, 16-18 juin 2017) sous le thème des infrastructures durables », marquant ainsi l'importance des critères sociaux et environnementaux qu'elle s'est engagée à respecter (la Banque aspire, selon son président Jin Liqun 金立群, à être « Lean, Clean and Green »).

A.11) Montants des opérations engagées ou prévues :

En 2016, la BAIIB a approuvé des prêts pour 1,73 milliard de dollars (9 projets) ; fin mai 2017, leur montant cumulé s'élevait à 2,5 milliards d'USD.

Elle prévoit d'atteindre un montant de 4 milliards USD de prêts d'ici la fin 2017.

A compter de 2018, L'AIIB dont les équipes seront pleinement à pied d'œuvre, programme d'amplifier progressivement son action.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

En 2020, Le niveau d'engagements annuel atteindrait ou dépasserait 15 milliards d'USD (en comparaison, les engagements 2017 de L'ADB s'élèvent à 17,4 milliards d'USD).

Compte tenu des effets de leviers susceptibles d'être actionnés de manière combinée entre l'AIIB, l'ADB, l'ERDB et La WB notamment, ce sont trois cents milliards d'USD qui pourraient être mobilisés dans la zone, dans les 10 ans à venir (dont près de la moitié d'origine AIIB), ouvrant d'importantes opportunités de marchés aux entreprises éligibles soumissionnaires.

A.12) Naturellement ce n'est pas parce que les marchés ne leurs seront plus réservés d'office, que les acteurs chinois vont se faire discrets. Confrontés à la concurrence, ils vont redoubler d'efforts. Ils vont notamment tirer parti de la présence à Pékin de l'AIIB pour multiplier les contacts, connaître la nouvelle institution, ses règles de fonctionnement et les pratiques qu'elle développera.

En revanche, les conditions propres à chaque pays bénéficiaire d'un financement de projet octroyé par l'AIIB et celles de l'environnement concurrentiel, ne leurs sont pas nécessairement connues ou familières.

En outre, à l'exception de quelques-unes, les entreprises chinoises exportatrices, ne sont pas encore familiarisées avec les règles et pratiques des Banques de Développement telles que la WB, l'ADB, a fortiori l'ERDB, à la différence des entreprises françaises, européennes, voire japonaises ou indiennes.

Si les entreprises françaises et leurs conseils font l'effort d'appréhender l'AIIB et ses méthodes, et de se faire connaître, les jeux seront ouverts et leurs chances de succès plus grandes.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

B) Les informations à collecter, analyser et diffuser concernant les règles de marché appliquées par ce nouvel acteur

B1) « L'Initiative des Nouvelles Routes de La Soie » et les financements d'infrastructures alloués par L'AIIB dans les pays tiers (principalement en Asie du Sud Est, en Asie du Sud, en Asie Centrale, au Moyen-Orient, au Proche-Orient, en Russie, dans les pas de l'ex URSS), sont susceptibles de concerner un grand nombre d'ouvrages, biens d'équipement, travaux, fournitures, et prestations de services divers :

- Les infrastructures de transport terrestre (routières et ferroviaires), y compris les transports urbains, et les gares et terminaux divers,*
- Les ouvrages hydrauliques (retenues d'eau et centrales d'électricité),*
- Les aéroports,*
- Les ports et terminaux maritimes et leurs interfaces,*
- Les oléoducs et gazoducs et les stations de stockage et traitement,*
- Les lignes de transport d'électricité à haute et moyenne tension et les sous-stations électriques,*
- Les lignes et installations diverses de télécommunications y compris par voie de faisceaux hertziens,*
- Les matières premières ou produits secondaires (acières, ciment, cuivre, aluminium, briques, etc. éventuellement nécessaires,*
- Les équipements et biens manufacturés de toutes natures adaptés à ces infrastructures pour permettre leur exploitation et leur maintenance,*
- Les services d'ingénierie d'architecture, d'assistance technique et de formation associés aux projets dans leurs diverses phases,*
- Les polices d'assurance à souscrire au titre des marchés et contrats,*
- Les opérations de crédit d'accompagnement, les divers services bancaires.*

B.2) Ce sont les aspects juridiques et contractuels des activités de l'AIIB et des financements de projets mobilisés et prêtés, et leur utilisation lors de l'exécution des marchés correspondants, qui feront l'objet des recherches d'informations et des publications de l'AFCDE.

A titre préliminaire et non exhaustif, ces aspects juridiques et contractuels concernent :

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

- a. *Les informations générales relatives à la Gouvernance de l'AIIB, aux ressources disponibles, mobilisables et mobilisées et à la notation des projets par les agences spécialisées au regard des critères tant financiers, qu'environnementaux,*
- b. *Les informations concernant l'organigramme des services de l'AIIB en Chine et le cas échéant hors de Chine et leurs coordonnées pratiques,*
- c. *Les informations de caractère juridique relatives aux mécanismes et règles de financement des projets relevant de l'initiative des « Nouvelles Routes de La Soie » adoptés et mis en œuvre par la nouvelle Banque chinoise AIIB,*
- d. *Les critères à saisir par les promoteurs des projets pour se conformer aux conditions d'éligibilité fixées par L'AIIB, et le cas échéant ses partenaires,*
- e. *Les informations de caractère juridique relatives aux accords conclus entre l'AIIB et les autres Institutions ou Organismes non chinois d'aide au développement pour coopérer et/ou mener des opérations concertées ou conjointes,*
- f. *Les informations de caractère juridique concernant les conditions d'accès aux entreprises de diverses nationalités du pays bénéficiaires comme de celle des autres pays, désireuses de concourir pour réaliser les projets financés dans le cadre de l'initiative des « Nouvelles Routes de La Soie »,*
- g. *Les informations relatives aux polices d'assurance de couvertures risques venant compléter le dispositif de mobilisation des fonds par l'AIIB et ses partenaires éventuels,*
- h. *Les règles et critères d'évaluation des offres et d'attribution des marchés ouverts à la concurrence.*

B.3) Les publications envisagées par L'AFCDE sous formes de bulletins périodiques d'informations, s'adresseraient à un large public de professionnels français ou francophones (y compris des ressortissants chinois francophones), en charge du suivi des affaires commerciales, de la préparation des offres, de la gestion des risques, et de l'environnement juridique des projets concernés.

Les parutions sont envisagées jusqu'à la fin 2018, période à laquelle, les objectifs visés devraient avoir été satisfait.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

C) L'AFCDE souhaite convaincre quelques acteurs de devenir partenaires et qu'elle est à même d'atteindre, avec leur aide, cet objectif de diffusion d'informations, en fédérant les soutiens et concours apportés

La question d'engager une réflexion sur la pertinence de créer un groupe de veille et d'action, dédié spécifiquement au suivi de la nouvelle institution financière AIIB, et de la mise en œuvre de l'Initiative des Nouvelles Routes De La Soie, mérite d'être engagée :

Avec quelques entités représentatives du secteur de la finance et de l'Aide au Développement :

- *une grande Banque comme BNP-PARIBAS, déjà engagée dans la gestion de services contractés par L'AIIB (Custody services), et dont le réseau couvre assez largement les Nouvelles Routes De La Soie,*
- *L'Agence Française pour le Développement, active en Chine et dans plusieurs pays concernés par l'Initiative chinoise),*

Avec certains assureurs (La COFACE, la SCOR),

Avec Le Comité France Chine,

Mais aussi, les représentants qualifiés de l'Administration française dont le Trésor.

Parmi cette liste, certains pourraient accepter, moyennant des conditions d'affichage partenarial et autres à convenir, d'apporter des concours financiers (Assureur et Banque notamment).

Les objectifs d'information de L'AFCDE sont ambitieux. Ils nécessitent un budget estimé entre 60 000€ et 80 000€ d'ici fin 2018.

Sous réserve d'avoir conclu les accords de soutien et partenariats appropriés, le plan concret de mise en œuvre comprenant notamment le programme de collecte d'informations, de traitement et de diffusion appropriée pourra être initié.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org



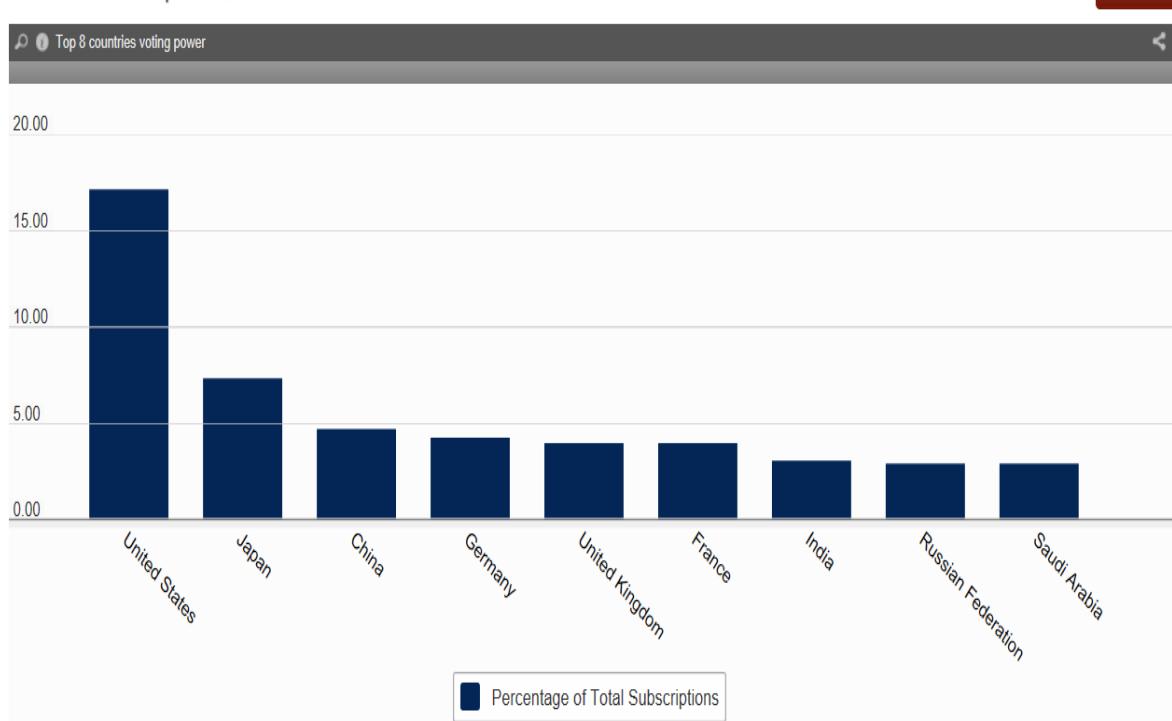


Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

Documents annexes

ANNEXE D.1) Poids de la Chine dans la Banque Mondiale (source WB)



Member	Subscription Amount	Percentage of Total Subscription	Number of Votes	Percentage of Total Voting
1 United States	38,450.2	17.2	385,197	16.28
2 Japan	16,544.4	7.4	166,139	7.02
3 China	10,659.4	4.77	107,289	4.53
4 Germany	9,657.4	4.32	97,269	4.11
5 United Kingdom	9,040.4	4.04	91,099	3.85
6 France	9,040.4	4.04	91,099	3.85

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

**AVOCATS
BARREAU
• PARIS**



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique
法中经济法协会

D.2) Liste des Banques, Fonds et autres mécanismes de financement nationaux, régionaux ou multilatéraux susceptibles d'opérer dans les pays concernés par l'Initiative des Routes de La Soie (reproduction d'un article de presse anglophone en date du 21 septembre 2017)

Who Is Financing The New Economic Silk Road ?

Posted on September 21, 2017 by **Silk Road Briefing** Reading Mode

Op-Ed Commentary

Chris Devonshire-Ellis



While the Belt & Road has become synonymous with China, fundamentally defining projects China

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

B AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

has a vested interest in, the development of the new economic Silk Road overall includes much more than Chinese involvement (which is why this website refers to the Silk Road). While China generates much of the media attention, many other multilateral and national funds are also investing. Some have been doing so for years, and may be somewhat perplexed by suddenly being described as “funding a B&R project”. Others have been specifically created to deal with particular regions and trade blocs. In fact all countries involved in China’s Belt & Road will in one way or another have part of their own sovereign wealth involved, and especially when it comes to supporting their local industries and business interests. Further drilling down is required to establish the nature of such national project finance. Meanwhile, Chinese institutions are being re-targeted at Belt & Road financing and fund raising.

The Research Institute of Finance, which is part of the Development Research Center of China’s State Council, has estimated the infrastructure financing needs of countries along the Belt and Road routes (excluding China) to be US\$1.4 trillion from now until 2020.

China has also been investing an increasing share of its total outbound direct investment (ODI) into Belt and Road-related projects. By the end of 2015, Moody’s quoted official government data as showing stock of ODI to Belt and Road nations reached US\$115.7 billion, 10.5 per cent of China’s total ODI stock.

In this snapshot we identify the larger multilateral, bilateral and national players, provide an overview of how Chinese and other national domestic financial houses are becoming involved, give capitalization and domicile details to all and provide links to their operations.

Summary

The List under is not comprehensive however does provide a snapshot of the overall institutional effort that China is placing upon Belt & Road development. The amount of money China is directed to the efforts to secure the benefits of B&R – which include the sustainable procurement of energy, agricultural and water supplies, in addition to consumer goods, is staggering. It is also of considerable note to observe the symbiotic relationship between the banks concerned and Chinese SOE’s, although the main driver of the B&R initiative is not to keep China’s SOE construction companies busy.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

Other key points to note are the development of joint bilateral funds, and the trend for Economic and Free Trade Areas to also be providing their own funding – something for example that other institutions such as ASEAN and the Commonwealth of Nations do not provide.

It is also of interest to note that for China, Moody's have just issued China's "Belt & Road initiative" with an "overall credit positive" ranking, despite the obvious fact that the initiative is made up of hundreds of component parts and one cannot buy stock in the "Belt & Road Initiative" rendering the ranking somewhat of a footnote. Evaluating risk along the Belt & Road is going to require a deep understanding of who the financial institutions involved are, their overall political capabilities and profile, as well as the specific recipient country profile.

Multilateral Financial Institutions

The World Bank (US\$253 billion)

Washington DC, United States

<http://www.worldbank.org/>

The World Bank is an international financial institution that provides loans to countries for capital project financing. It includes 189 different countries as shareholders and has two institutions: the International Bank for Reconstruction & Development (IBRD) and the International Development Association (IDA). Much of its work is involved in poverty reduction, and in conjunction with the World Health Organisation, although some of its projects are within the B&R geographic area. It works with the AIIB on its development projects. It is dominated by the United States as the largest shareholder, with the US also holding veto powers.

The Asian Development Bank (US\$175 billion)

Manila, Philippines

<https://www.adb.org/>

The ADB is a multilateral development bank with 67 national shareholders, funded in 1966. As its name suggests, it focuses on investment in emerging Asia and has subsequently become involved in projects now termed "Belt & Road". It works closely with the World Bank and Asian Infrastructure Investment Bank on such projects, often jointly funding larger development projects with them. Japan and the United States are the largest shareholders, followed by China and India.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

The Eurasian Development Bank (US\$7 billion)

Almaty, Kazakhstan

<https://eabr.org/en/>

The EDB is a regional development bank established by Russia and Kazakhstan in 2006. The Bank currently has six member states located in both Asia and Europe, including Armenia, Belarus, Kyrgyzstan and Tajikistan. Projects have largely been infrastructure related to the expansion of trade the development of market economies, economic growth and the expansion of trade and other economic ties in its member states. It tends to mirror the development activities of the Eurasian Economic Union (EEU), a free trade bloc that is gaining in regional significance as both China, India and other Eurasian nations are currently negotiating free trade agreements with it.

Investment Facility For Central Asia (€145 million)

Brussels, Belgium

https://ec.europa.eu/europeaid/regions/central-asia/investment-facility-central-asia-ifca_en

The IFCA is a EU funded initiative targeted at governments in the Central Asian region and provides priority investments, contributing to inclusive and sustainable growth. The Facility aims at leveraging funds with eligible financing institutions for such investment projects.

Bilateral Funds

An increasing number of bilateral investment funds are being instigated by China and other nations, and especially so among those that have strategic importance to the PRC. Increasingly these are Belt & Road inclusive. Details of some of the largest are below, others are sure to be created in coming years.

The China-Russia RMB Co-Operation Fund (US\$10 billion)

Moscow, Russia

<https://www.ft.com/content/e863b62f-1bb2-3a91-869b-e2f11984e0df>

The Russia-China Development Fund (US\$6 billion)

Moscow, Russia

<http://www.rcif.com/>

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

The China-India Development Fund (US\$5 billion)

<http://indianexpress.com/article/business/economy/china-india-development-fund-looks-to-parks-30000-crore-in-indias-infra-projects/>

The China-Africa Development Fund (US\$2 billion)

Beijing, China

<http://www.cadfund.com/en/>

The Russia-India Investment Fund (US\$1 billion)

Moscow, Russia

<http://economictimes.indiatimes.com/industry/banking/finance/russia-plans-1-billion-india-joint-fund-to-pump-500-million-in-niif/articleshow/54863359.cms>

Sovereign Wealth Funds & Institutions

China Investment Corporation (US\$814 billion under management)

Beijing, China

<http://www.china-inv.cn/wps/portal/lut/p/a1/04>

CIC is a Chinese state owned sovereign wealth and manages part of China's foreign exchange reserves. CIC allocates around one-third of its US\$814 billion to private markets, with an emphasis to developing countries and increasingly those with Belt Road projects.

China Life Insurance Company (US\$382 billion under management)

Beijing, China

<http://www.e-chinalife.com/>

China Life is 70% State Owned, and has recently been allowed to invest in foreign real estate. At the end of the first half China Life's foreign investments rose to US\$11.6 billion, or 2.9% of its overall portfolio, increasingly the funds are being directed to Silk Road projects with an aim to increase foreign investments to 15% of the overall portfolio. The mainland's insurance watchdog, the China Insurance Regulatory Commission has been encouraging other Chinese insurers to invest into B&R projects, and they will get fast-track approval and support from SAFE to do so.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

China National Social Security Pension Fund (US\$290 billion under management)

Beijing, China

<http://www.ssf.gov.cn/>

5.94% of the NSSF is earmarked for investments overseas, and the NSSF has recently announced it expects to be contributing to B&R financing and investments as part of its overall strategy. While it is unlikely that the pension fund would directly participate in Belt & Road construction projects, the NSSF could tap on globally renowned private equity funds to invest in lucrative projects along the Belt and Road route that could generate strong returns and stable cashflow.

The Silk Road Fund (US\$40 billion)

Beijing, China

<http://www.silkroadfund.com.cn/>

The SRF is a Chinese state owned fund, with more than 100 potential BRI projects to consider, but is still in selection mode dealing with due diligence issues such as political stability of the host country, as well as weak legal frameworks and government inefficiency in certain markets. Some strategic investments have been made in Pakistan and the Russian Far East.

Russian Direct Investment Fund (US\$10 billion)

Moscow, Russia

https://rdif.ru/Eng_Index/

The RDIF was established by the Russian Government in 2011 to make equity investments into high-growth sectors of the Russian economy, with a mandate to co-invest alongside large and sophisticated global investors, thus acting as a catalyst for FDI into Russia. Much of this has been into Siberia and the Russian Far East and includes B&R projects in conjunction with Chinese financing.

China Development Bank (US\$64 billion)

Beijing, China

<http://www.cdb.com.cn/English/>

The CDB is often described as the engine that powers the Chinese government's economic development policies, and is consequently a major driver in B&R, and is the second-biggest bond issuer in China accounting for about a quarter of the country's yuan bonds, and the biggest foreign-currency lender. It is increasingly targeting B&R financing.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

Page 20 sur 32



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

Related Chinese Financial Institutions

Import-Export Bank of China

Beijing, China

<http://english.eximbank.gov.cn/en/>

The Exim Bank is targeted to implement Chinese state policy in industry, foreign trade, diplomacy, the economy and provide policy financial support so as to promote the export of Chinese products and services. Established in 1994, the bank is subordinated to the State Council. Given its role it is a major player in B&R financing. Exim does not publish figures for overseas loans. However, U.S. officials estimate that it finances more than the total export financing of the G7 industrialized nations combined. *The Financial Times* has estimated that in 2009 and 2010, China Eximbank and the China development Bank together signed loans of at least US\$110 billion to other developing country governments and companies, more than the World Bank over the same period.

China Export & Credit Insurance Corporation (Sinosure)

Beijing, China

<http://www.sinosure.com.cn/sinosure/english/English.html>

Sinosure is a major Chinese (SOE) under the administration of the State-owned Assets Supervision and Administration Commission of the State Council (SASAC) of China, serving as the provider of export credit insurance, in particular coverage for the export of high-value added goods in China.

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique
法中经济法协会

D.3) ANNEXE aux Statuts de l'AIIB sur la répartition du capital entre les pays membres

Souscriptions initiales au capital social autorisé pour les pays pouvant devenir membres conformément à l'article 58

SECTION A. MEMBRES RÉGIONAUX	Nombre d'actions	Souscription au capital (en millions de dollars)
Arabie saoudite	25 446	2 544,6
Australie	36 912	3 691,2
Azerbaïdjan	2 541	254,1
Bangladesh	6 605	660,5
Birmanie	2 645	264,5
Brunei Darussalam	524	52,4
Cambodge	623	62,3
Chine	297 804	29 780,4
Corée	37 388	3 738,8
Émirats arabes unis	11 857	1 185,7
Géorgie	539	53,9
Inde	83 673	8 367,3
Indonésie	33 607	3 360,7

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

Iran	15 808	1 580,8
Israël	7 499	749,9
Jordanie	1 192	119,2
Kazakhstan	7 293	729,3
Kirghizstan	268	26,8
Koweït	5 360	536,0
Laos	430	43,0
Malaisie	1 095	109,5
Maldives	72	7,2
Mongolie	411	41,1
Népal	809	80,9
Nouvelle-Zélande	4 615	461,5
Oman	2 592	259,2
Ouzbékistan	2 198	219,8
Pakistan	10 341	1 034,1
Philippines	9 791	979,1
Qatar	6 044	604,4
Russie	65 362	6 536,2
Singapour	2 500	250,0
Sri Lanka	2 690	269,0
Tadjikistan	309	30,9
Thailande	14 275	1 427,5
Turquie	26 099	2 609,9

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique
法中经济法协会

Portugal	650	65,0
Royaume-Uni	30 547	3 054,7
Suède	6 300	630,0
Suisse	7 064	706,4
Non affecté	2 336	233,6
TOTAL	250 000	25 000,0
TOTAL GÉNÉRAL	1 000 000	100 000,0

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



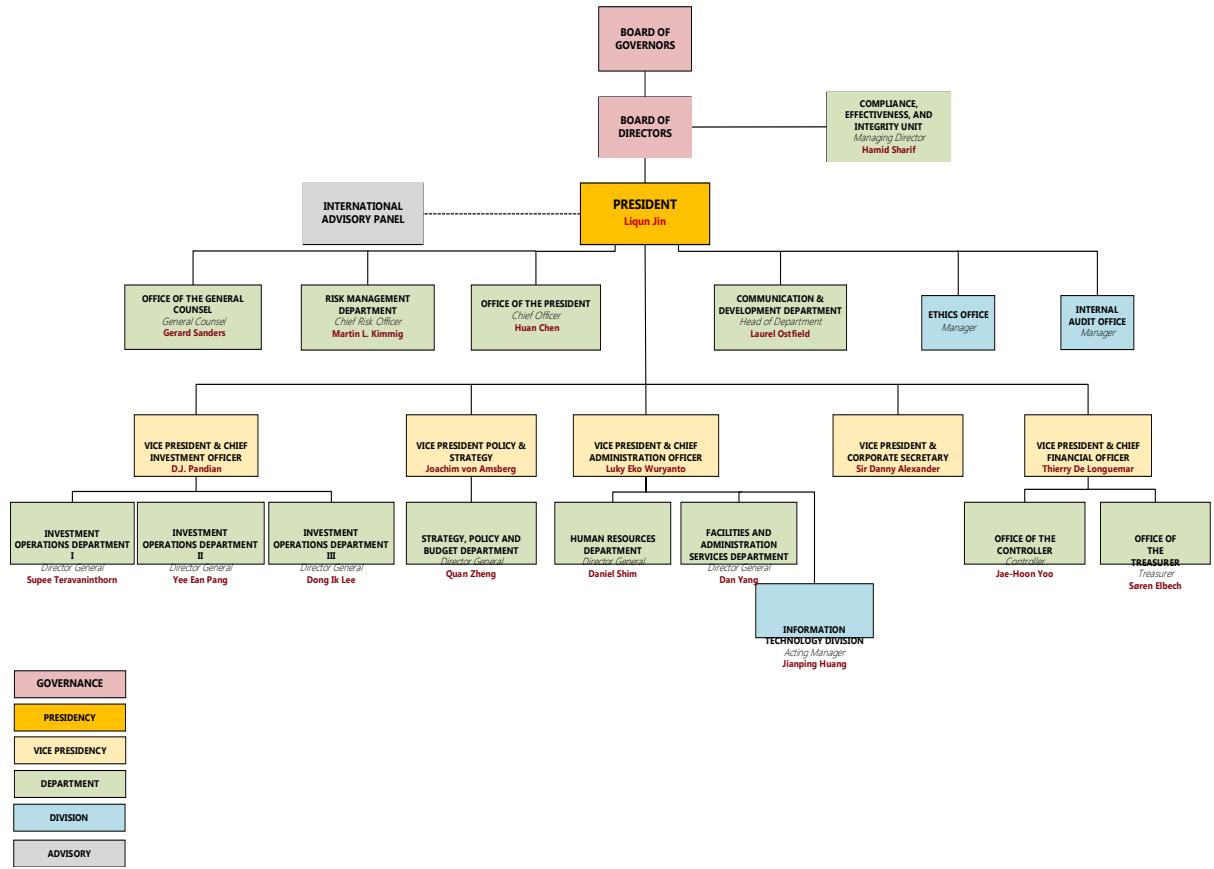
Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

D.4) Organigramme simplifié de L'AIIIB

AIIIB Organizational Structure

September 8, 2017



www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org





Association Franco Chinoise pour le Droit Economique 法中经济法协会

D.5) *Exemples de projets en cours d'instruction par l'AIIB à soumettre à l'approbation de son conseil en fin 2017 (extraits)*

AIIB Proposed Project Sample Oct. 217

SECTOR: Transport REGION: INDIA

India: Bangalore Metro Rail Project – Line R6

Project Description:

The objective of the Project is to provide environmentally friendly, safe and high-capacity North-South connectivity along the Central and Eastern parts of Bangalore city through a modern metro system. The primary beneficiaries are the commuters that travel along the corridor, and the secondary beneficiaries are the residents and commercial establishments situated along the corridor. The expected results of the Project are improvement of the overall mobility of urban population and further economic growth through better connectivity.

Project Summary Information (PSI)

Project No: 000038

Project Name	Bangalore Metro Rail Project – Line R6
Country	Republic of India
Sector	Transport/Urban Rail
Project No	000038
Borrower	Republic of India
Implementation Agency	Bangalore Metro Rail Corporation Limited (BMRCL)
Environmental and Social Category	Category A
Date of PSI prepared or updated	September 15, 2017
Estimated Date of Board Consideration	December 2017
Concept Decision	Approved

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

I. Introduction

India is a fast growing and large developing economy, averaging around 7% growth per annum in the past few years. Its Gross Domestic Product (GDP) was US\$2.1 trillion in 2016, with a per capita GDP of around US\$1,613. Urban Indians now form about one-third of the population and they produce more than three-fifths of India's GDP. It is estimated that by the year 2050, fifty percent of Indians will be living in the cities¹. However, infrastructure remains a key constraint to economic growth and urban development.

Bangalore is the capital city and the economic center of the State of Karnataka; it has been regarded as a fast-growing metropolis in India. Bangalore is also known as the Silicon Valley of India and is the major contributor to India's software growth story. As per the Census in 2011, Bangalore is the third most populated city in India and has a population of 9.6 million. It followed behind Mumbai and Delhi in terms of population of a city in India. The population growth in Bangalore in a decade during 2001-2011 was 47.18% and during 1991- 2001 was 35.09%, making it one of the top cities in India for population growth.

The supply of public transport has not kept pace with travel demand and high dependency and high growth of personal transport has exacerbated the traffic situation in Bangalore. This pattern has led to consistent traffic jams in the city of Bangalore causing great economic loss to the Silicon Valley of India. The average travel time via public transport compared with private transport in Bangalore has also been long as a result of lesser supply of public transport, higher number of private vehicles and more traffic congestion. The increase in personal vehicles for transportation has also caused severe air pollution and noise in Bangalore. As per the Karnataka State Pollution Control Board, transportation is the prominent source of air pollution in Bangalore.

Bangalore Metro Rail Corporation Limited (BMRCL) was established as a joint venture company of Government of India (GoI) and Government of the State of Karnataka (GoK), with equal holdings, to undertake the task of developing Metro in Bangalore. BMRCL was formed under the Companies Act, 1956 on 12 September 2005. BMRCL plans the new metro lines and operates and maintains the existing metro lines (Bangalore Metro Phase I) complying with the National Urban Transport Policy formulated by the Ministry of Urban Development, GoI.

To enhance coverage of Bangalore Metro system and to extend the Metro system to other important areas of Bangalore per the Comprehensive Traffic and Transport Plan prepared in 2011, the Phase II project was

¹ Country Profile: India, Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay - 75001 Paris

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

approved by GoK in 2012 and subsequently by GoI in 2014. **The Phase II project covers a total length of approximately 73 kilometers with 61 stations (49 elevated and 12 underground). This project includes four extension lines to the Phase I project and two new lines. The Project to be financed by the Bank is one of the new lines, the so-called Reach 6, which runs north to south across the center of the city and connects some of its most important nodes of development.**

The European Investment Bank (EIB) will be the lead financier of the Project and will play a leading role in procurement, environmental and social compliance, and project monitoring and reporting for the Project. For further Project details, please see the following EIB's website: <http://www.eib.org/projects/pipelines/pipeline/20160816>

I. Project Objectives and Expected Results

The objective of the Project is to provide safe and high-capacity north-south connectivity through the center of Bangalore by expanding the city's metro system. The primary beneficiaries are the commuters that travel along the corridor, and the secondary beneficiaries are the residents and commercial establishments situated along the corridor. The expected results of the Project are improvement of the overall mobility of urban population and further economic growth through better connectivity.

II. Project Description

The Line R6 to be supported by the Project runs from Gottigere to Nagavara in Bangalore and the length of the proposed corridor is approximately 22 km with 6 elevated stations and 12 underground stations. The Project consists of four components.

- (i) **Construction of Elevated Viaduct and Stations:** The component consists of 7.5 km of elevated metro section and 6 elevated stations.
- (ii) **Construction of Underground Section Tunnel and Stations:** The component consists of 14.5 km of underground metro section and 12 underground stations.
- (iii) **Depot:** The component consists of a maintenance depot for the corridor at Kothanur.
- (iv) **Tunnel Ventilation System and Environment Control System**

III. Environmental and Social Category

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris



Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org



Association Franco Chinoise pour le Droit Economique

法中经济法协会

I. Implementation

The Project will be implemented by the BMRCL.

The procurement will be conducted in accordance with the EIB's 'Guidelines for Procurement'(GfP) as applied to 'Operations outside the European Union'. The GfP is materially consistent with both the Bank's Articles of Agreement and the Bank's Procurement Policy.

Expected project implementation period (Start Date and End Date): October 2017 – December 2021

Contact Points

Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB):

Mr. Soon-Sik Lee
Project Team Leader/Senior Investment Operations Specialist
Tel: +86 10 8358 0078
E-Mail: soonsik.lee@aiib.org

European Investment Bank:

Mr. Zoltán Donáth
Senior Sector Engineer
Tel: +352 4379 8 2798
E-Mail: z.donath@eib.org

www.droitfrancechine.org

Siège Statutaire : Maison du Barreau, Bureau des Associations
2-4, rue de Harlay – 75001 Paris

Correspondance à adresser à : A.F.C.D.E. Square Louvois, 1-3 Rue Lulli - 75002 Paris
Courriel : contact@afcde.org

 AVOCATS
BARREAU
• PARIS